

Note de Synthèse

Conseil Communautaire du 28/04/2016 à 19h

Salle polyvalente Mirabel et Blacons

1. Validation du compte rendu du 17 mars 2016

Thématique Economie

2. Présentation et validation de l'AVP de la ZAC du Pas de Lauzun (voir pièces annexes)

Le Président rappelle que le groupement représenté par l'entreprise SED a été mandaté pour la réalisation des études d'aménagement et la procédure de réalisation de ZAC.

L'esquisse a été présentée en COPIL fin janvier 2016, puis en commission et Bureau en février 2016.

Il s'agit de valider les principes d'aménagement proposés dans le cadre de cet AVP (cf. plans et document de présentation) et le budget tels que présentés en annexes.

Le budget total des aménagements proposés s'élève à 1 612 000 euros.

Le calendrier de réalisation

- Lancement de la procédure de ZAC avec le dossier de création et la phase de concertation : fin mars (délibération en CC du 17/03/16).
- Commercialisation des parcelles : à partir de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC : soit à partir d'octobre 2016 (approbation du PLU de Aouste, nécessaire prévue en juin / juillet 2016).
- Démarrage des travaux envisagés : début 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver l'Avant-Projet d'aménagement de la ZAC du Pas de Lauzun et d'autoriser le Président à engager la suite des opérations et de l'autoriser à signer tous les actes afférents à ces décisions.

Thématique développement local/ contrats territoriaux

3. Présentation de l'équipe LEADER

Thématique Economie

4. Interventions de professionnels pour l'animation des acteurs économiques

Le Président explique que :

- l'animation du tissu économique envers les entreprises du territoire est une des actions phare de la CCCPS,

- la CCCPS s'engage dans la réalisation de petits déjeuners dédiés aux entreprises, avec à chaque évènement, le traitement d'une thématique précise qui répondra à une de leur problématique quotidienne.

Pour chacun de ces évènements, la CCCPS souhaite être accompagnée par des intervenants spécialisés, vecteur de valeur ajoutée pour les dirigeants.

L'animation du tissu économique est indispensable afin de connaître les entreprises, référencer leurs besoins et répondre à leurs attentes.

Cette connaissance fine de ces acteurs permet, de fait, de mieux cibler les politiques économiques sur les années à venir.

Objectifs des petits déjeuners :

- faire connaître le rôle de la CCCPS et les services dédiés aux entreprises,
- permettre aux entreprises de se connaître et mailler le tissu économique local afin de tendre vers des synergies,
- répondre aux attentes et aux besoins des entreprises en faisant intervenir des professionnels sur les sujets de la transmission d'entreprises, les aides au développement, la RH, la formation, les réseaux sociaux comme vecteur de développement... (les sujets pourront être complétés/remplacés suivant la demande des entreprises),
- apporter une prestation de qualité avec un animateur expert.

Le nombre de petits déjeuners budgétisé sur l'année 2016 est estimé à 4, sous format d'une heure afin de garantir une bonne participation des dirigeants sans les sur-solliciter.

Pour chacune de ces prestations, des consultants spécialisés seront missionnés pour proposer des interventions expertes, gage de qualité et d'efficience pour répondre aux besoins des participants.

Plan de financement

DEPENSES	Dépenses totales TTC	Dépenses subventionnables TTC	RECETTES	Montant éligible	Taux de subvention appliqué	Montant en €
Consultants	4 000 €	4 000 €	Région Auvergne Rhône-Alpes	4 250 €	50 % des dépenses éligibles Région	2 125 €
Petits déjeuners (non éligibles Région)	500 €	0 €				
Locations de salles	250 €	250 €				
			Autofinancement CCCPS	4 750 €	55 %	2 625 €
Total	4 750 €	4 250 €	Total			4 750 €

Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à solliciter la subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes et de signer tous les actes afférents à cette décision.

Thématique Sport

5. Les nouvelles manifestations sportives

Le Président explique que dans le cadre de sa compétence sport depuis 2014, nous pouvons accorder une subvention dans un objectif de promotion, d'animation des événements sportifs et de soutien des manifestations sportives de rayonnement départemental, régional, national ou international dont voici les critères :

- l'envergure territoriale de la manifestation,
- le nombre de participants,
- la durée de l'évènement.

La CCCPS a alloué sur son budget 2016 un montant de 1 500 € pour aider financièrement trois nouvelles manifestations sportives (soit un budget de 500 € par manifestation).

La commission sport propose d'allouer une subvention de 500 € aux deux manifestations suivantes :

- La Fête de la Drôme – Out Door & Cie – 500 €
- Le match de Gala Saint Vallier / Fos sur Mer – USB Basket Crest/Saillans – 500 €

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'octroi de ces subventions et autoriser le Président à signer les actes afférents.

6. Sentez-vous sport : lancement de l'action

Le Président explique que la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, en association avec la ville de Crest, renouvelle l'opération nationale « Sentez-vous Sport » les 9 et 10 septembre 2016.

L'objectif cette année est de mobiliser plus de flux, que la précédente année tout en maintenant le format de l'édition 2015. En ce sens, il est proposé d'allier l'évènement au Forum des Associations de la ville de Crest, cela dans le but de ne pas mobiliser plusieurs fois les habitants, les associations et les structures sportives du territoire. La ville de Crest propose que des associations du territoire intercommunautaire qui souhaiteraient participer au Forum des associations fassent la demande en Mairie.

Voici le planning proposé pour cette édition :

- **Vendredi 9 septembre 2016**

20h30 : conférence

- **Samedi 10 septembre**

9h30 -12h00 : ateliers

14h00 – 17h00 : activités découvertes – initiations

17h00 : apéritif tonique

Concernant la répartition des tâches et en tant que co-organisateurs, il est proposé de faire comme suit :

- la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans : tâches administrative et financière de l'opération + organisation de l'apéritif tonique + point presse,
- la ville de Crest : communication + animation des réunions,
- Flore & Sens : organisation de la conférence.

Pour le thème de la conférence du vendredi soir, la Commission propose d'aborder le sujet du « Sport au fil des âges » en abordant les points suivants :

- comment favoriser l'accès aux activités sportives à tout âge ?
- comment pérenniser la pratique d'une activité physique et sportive à tout âge ?

Le budget alloué et budgétisé pour cette opération par la CCCPS est de 1 500 €.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur le lancement de l'action et autoriser le Président à signer les actes afférents et à demander des subventions à la Région et au Conseil Départemental.

7. Demande de subvention au titre du Conseil Départemental de la Drôme pour les travaux de mise aux normes et d'accessibilité du gymnase Soubeyran

Le Président explique qu'une délibération avait été prise pour demander les financements dans le cadre de la DETR. Il s'avère que le conseil départemental accepte de financer à hauteur de 20 % les travaux. Le nouveau plan de financement est le suivant :

DEPENSES	Dépenses totales en € HT	Dépenses subventionnables en € HT	RECETTES	Taux de subv° (%)	Montant en € en HT
MOE	5 900,00 €	5 900,00 €	DETR 2016	25%	23 765,77 €
Signalétique	1 900,00 €	1 900,00 €			
Menuiseries	24 904,96 €	24 904,96 €			
Cloisonnement	13 900,00 €	13 900,00 €			
Carrelage	7 600,00 €	7 600,00 €			
Plomberie	9 190,00 €	9 190,00 €			
Serrurerie	1 200,00 €	1 200,00 €			
Equipement	4 250,00 €	4 250,00 €	CD 26	20%	17 942,61 €
Mobilier	1 000,00 €	1 000,00 €			
Gros oeuvre	3 650,00 €	3 650,00 €			
Electricité	8 068,10 €	8 068,10 €			
Plafonds	5 800,00 €	5 800,00 €			
Peinture	7 700,00 €	7 700,00 €			
			Autofinancement	55%	52 284,68 €
TOTAL	95 063,06 €	95 063,06 €	TOTAL	100%	93 993,06 €

Le Président indique également que ces travaux nécessiteront la fermeture des vestiaires et que ces travaux seront effectués à la fin de l'année. Le gymnase Soubeyran aura donc bénéficié depuis 2014 de travaux conséquents : nouvel éclairage LED de la Salle, couverture du local rangement du Basket, réfection des peintures de la Salle d'Haltérophilie, changement des portes de secours, et en fin d'année mise aux normes accessibilité (avec changements de portes d'entrée) et réfection totale des vestiaires

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette demande de financement et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

Thématique Social

8. Demande de subvention d'investissement 2016 – Pôle Social

Lors du budget, des dépenses ont été inscrites ainsi que des recettes afin de satisfaire aux besoins de la CCCPS en matière d'investissement de matériel, d'aménagement des services et rénovation des structures petite enfance, enfance et jeunesse du territoire de la CCCPS.

Les établissements et les services concernés sont :

- le RAM CCCPS (Antennes de Piégros la Clastre et Crest),
- la micro-crèche intercommunale à Piégros-la-Clastre,
- le multi-accueil le « Petit Bosquet » à Crest,
- le multi-accueil « Les Tchoupinets » à Aouste-sur-Sye,
- le multi-accueil « Les P'tits Bouts » à Saillans,
- l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement CCCPS à Crest et Saillans.

Cet investissement va permettre par le biais d'achat de matériel, par l'aménagement et la rénovation des locaux, un renforcement de l'accueil et de prise en charge du public dans sa globalité en fonction des besoins repérés. C'est aussi un moyen de renforcer le travail en réseau et d'équipe pour les services du territoire de la CCCPS.

Le but étant d'améliorer la qualité d'accueil des enfants et des jeunes dans les structures et services et en assurer la sécurité.

Cette demande d'investissement permettra :

- d'améliorer l'accueil du public sur le site du Bosquet (ALSH CCCPS – RAM CCCPS – Multi-accueil « Le Petit Bosquet » – LAEP Tiss'Âges – ZIMBOUM 26) : par l'investissement de mobilier et de nouveaux tapis en vue de l'aménagement de la salle ; mais aussi, par l'investissement de matériels pédagogiques et ergonomiques afin de permettre aux services d'accueillir le public dans de meilleures conditions, avec du matériel adapté,
- de permettre et d'améliorer l'accueil du public sur le site de Saillans (ALSH CCCPS) : par le déplacement de l'algéco sur un terrain de la CCCPS (stade de foot de Saillans) et son aménagement par l'investissement de mobilier et matériel informatique,
- d'améliorer l'accueil du public sur le site de Ste Euphémie et lors des séjours (ALSH CCCPS) : par l'investissement d'électroménagers et de tentes,
- d'investir dans du matériel afin de remplacer l'ancien au vu de sa vétusté,
- de rénover les locaux des services au vu de leur vétusté : par des travaux de peintures dans les multi-accueils de la CCCPS,
- d'impulser le travail en réseau entre les services : par le biais de « malles mutualisées » et permettre au public des structures de bénéficier d'un plus large panel de prestations.

Le Président rappelle que ces investissements s'inscrivent dans les orientations politiques et stratégiques du territoire notamment dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et du projet pédagogique des structures et services de la CCCPS au profit des familles (parents et enfants-jeunes) et des professionnels de la CCCPS (employés de la CCCPS – RAM, micro-crèche et multi-accueil, ALSH et assistants maternels) et que ces sommes ont été budgétisées.

TABLEAU FINANCIER – DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2016
POLE SOCIAL

SERVICES	DESIGNATION	Prix HT TOTAL	Prix TTC TOTAL	CCCPS	CAF	MSA
				Pourcentage sur les dépenses subvention- nables 20%	Pourcentage sur les dépenses subvention- nables 60%	Pourcentage sur les dépenses subvention- nables 20%
Commun Famille Pôle Social	Malles à jeux mutualisées	833,99 €	1 278,90 €	3 281,38 €	9 844,14 €	3 281,38 €
	Tapis gymnastique "Espace du Bosquet"	798,96 €	958,75 €			
Multi-Accueil "Le Petit Bosquet"	Matériel "Ergo", mobilier et rangement	1 383,94 €	1 678,50 €			
	Rénovation bâtiment/sécurité	499,57 €	599,48 €			
	Informatique	225,00 €	270,00 €			
Micro-Crèche "Les Marrisous"	Mobilier et Rangement	181,47 €	226,84 €			
	Informatique	74,17 €	89,00 €			
ALSH CCCPS	Sainte Euphémie	2 031,66 €	2 437,99 €			
	Matériel éducatif	180,00 €	225,00 €			
	Antenne Saillans	6 751,74 €	6 761,68 €			
	Informatique	774,17 €	929,00 €			
	Matériel Séjour Jeunes	679,95 €	849,95 €			
RAM CCCPS Antenne Crest	Matériel éducatif	243,12 €	303,90 €			
RAM CCCPS Antenne Piegros la Clastre	Matériel éducatif	104,48 €	130,60 €			
Multi-Accueil "Les Tchoupinets"	Rénovation bâtiment/sécurité	639,44 €	767,33 €			
Multi-Accueil "Les P'tits Bouts"	Rénovation bâtiment/sécurité	1 005,24 €	1 206,29 €			
TOTAL →		16 406,90 €	18 713,21 €			

Le Conseil Communautaire doit se prononcer sur cette demande de subventions à la CAF et à la MSA et autoriser le Président à signer les actes afférents à cette décision.

9. Renforcement du service d'accueil, mission attribuée à la MJC Centre Social « Nini Chaize »

Le Président explique que l'actuelle convention liant la CCCPS à la MJC « Nini Chaize » est une subvention d'équilibre actuellement plafonnée à 109 048 €. Cette subvention est destinée à financer les activités inscrites dans le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) (ALSH 6-11 ans, 11-14 ans et accueil de jeunes 14-17 ans).

Le Président rappelle également que la MJC a eu en 2009 l'homologation Centre Social et a sollicité une subvention complémentaire de 8 500 €. Cette subvention est affectée à une charge de travail qui se traduit par un accompagnement de projets mis en place par la Communauté de Communes.

Suite au diagnostic réalisé en 2015, de nouvelles actions inscrites dans le renouvellement et avenant du CEJ CCCPS 2015/2018, et menées par la MJC « Nini Chaize » modifient et renforcent les services portés par la MJC au nom de la CCCPS.

Cela implique donc une nouvelle convention et l'octroi de subventions supplémentaires.

Les actions supplémentaires sont les suivantes :

- développement de l'action des 6/11 ans avec l'accueil possible de 12 places supplémentaires (soit 36 places au total) : subvention de 19 500 €,
- création de l'action « accueil de jeunes » sur la commune de Saillans en 2016 : subvention de 20 000 €.

Il est proposé de modifier la convention en augmentant le nombre de places de l'accueil des 6/11 ans et de porter ce chiffre à 36. Et concernant la nouvelle action « accueil jeunes », il est proposé de rédiger un nouvel article dans la convention pour créer le portage de ce nouveau service sur la commune de Saillans.

La convention est signée sur 1 an renouvelable 2 fois par tacite reconduction. Le montant des subventions est plafonné à 148 548 € pour la partie des services portés par la MJC et encadrés par le CEJ (hors subvention au Centre Social).

Le Président rappelle que les services ALSH 6-11 ans, 11-14 ans et accueil de jeunes 14-17 ans et le foyer Jeunes sont des services communautaires confiés à une association et que, par conséquent, aucun changement du nombre de places, aucune modification du service ne peut avoir lieu sans l'accord expresse de la CCCPS. Par ailleurs, ces propos seront retranscrits dans la convention.

Afin d'harmoniser les paiements de la CCCPS aux associations et notamment à la MJC Nini Chaize, il est proposé de verser 80 % de la subvention en année N à raison de 20 % par quart soit en Février, Mai, Août et Novembre et 20 % en année N+1 au regard des éléments comptables de l'année N transmis par la MJC « Nini Chaize ».

La Commission donne un avis favorable.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur cette nouvelle convention renforçant les services délégués à l'association MJC NINI CHAIZE et sur l'octroi des subventions supplémentaires et d'autoriser le Président à signer les actes afférents.

10. Convention de partenariat « animation sociale » entre le Département de la Drôme et la CCCPS

Le Département de la Drôme propose d'accompagner les politiques « jeunesse » du territoire de la CCCPS sur un objectif d'« Animation Sociale » dans le cadre d'une convention, auparavant intitulée « Schéma Jeunesse ». 3 objectifs et une priorité départementale sont définis dans cette convention :

- La socialisation,
- Le développement local,
- Les actions culturelles, scientifiques, techniques et sportives.

Avec une priorité pour le Départemental 2016 autour de la thématique de l'information

L'animation sociale se décline sur le territoire de la CCCPS selon trois missions opérationnelles :

- La coordination : avec le chef de projet jeunesse – Caroline Faure,
- L'animation de proximité :
 - ✓ MJC Nini Chaize – ALSH à Aouste sur Sye et « accueil jeunes » à Aouste sur Sye et Saillans,
 - ✓ ALSH CCCPS – ALSH à Crest et Saillans et « accueil jeunes » à Crest,
- La médiation sociale : portée par certaines communes du territoire.

Le Département assure à la CCCPS le financement des professionnels de l'animation sociale sous réserve de l'inscription annuelle des crédits et de leur affectation

Au titre de l'année 2016, le Département d'engage à financer :

- ½ poste de chef de projet à hauteur de 17 500 € par ETP, soit 8 750 € pour la CCCPS pour le poste de Caroline Faure,
- 1 poste d'animateur de proximité à hauteur de 17 500 €. La commission propose de reverser cette subvention à la MJC Nini Chaize pour l'année 2016, comme cela a été fait les années précédentes pour le schéma jeunesse.

Au vue des projets jeunesse du territoire (accueil de jeunes Saillans et Crest), le département précisera au cours de l'année si cet engagement peut perdurer ou se modifier.

Dans le cadre de la présente convention, le Département s'engage à apporter une dotation de 26 250 € pour l'année 2016.

Le Président propose au Conseil Communautaire d'accepter cette convention et d'attribuer pour l'année 2016, 17 500 € maxi (sur présentation des justificatifs) à la MJC Nini Chaize et autorise le Président à signer les actes afférents.

II. Salaire accueil de loisirs CCCPS

Le Président explique que l'accueil de loisirs de la CCCPS compte parmi ses agents des animateurs vacataires pour compléter les effectifs durant les vacances scolaires : 3 vacataires par jour lors des petites vacances et en moyenne 8 par jour lors de la période estivale.

D'autre part, il semble, depuis la réforme des rythmes scolaires, que de nombreux animateurs aient pu être embauchés en contrat dans les collectivités et les associations pour animer les TAP, les activités péri et extra-scolaires. L'addition de ces différents missions et contrats permet de faire des contrats plus intéressants et plus pérennes pour les animateurs.

Aussi, compte tenu des difficultés de recrutement des vacataires à l'ALSH à Crest pour les périodes de vacances scolaires, compte tenu de la tarification qui est restée identique depuis plusieurs années, compte tenu du taux de vacation bas par rapport au temps de travail journalier (plus de 10h/ jours) et à la base du SMIC (9,67 brut de l'heure), il est proposé afin que les postes proposés deviennent plus attractifs la réévaluation des salaires des agents de l'ALSH de la manière suivante :

		<i>Salaire Brut Journalier actuel en €</i>	Proposition salaire brut journalier en €
Directeur Vacations à la journée	Journée normale	86	86
	Camping centre	110	110
	Camping hors centre	118	118
Animateur BAFA Vacations à la journée	Journée normale	43	67
	Camping centre	55	80
	Camping hors centre	59	85
Animateur stagiaire BAFA Vacations à la journée	Journée normale	28	43
	Camping centre	39	55
	Camping hors centre	42	59
Animateur sans formation BAFA Vacations à la journée	Journée normale	19	28
	Camping centre	30	39
	Camping hors centre	34	42

La proposition se base pour un animateur qualifié sur le SMIC brut pour 7 heures de travail, soit 67,27 €. La Commission propose cette réévaluation.

Le Président demande au Conseil Communautaire de se positionner sur la modification de la grille des salaires journaliers du personnel de l'ALSH.

Thématique administrative / Service mutualisé

12. Convention de services mutualisés comptabilité / ressources humaines entre la CCCPS et le SIVU « Les Enfants du Solaire »

Le Président explique que le SIVU « Les Enfants du Solaire » exerce la compétence « périscolaire » depuis cet automne et ces membres ont demandé auprès de la CCCPS de travailler sur un service commun pour les accompagner dans les missions de comptabilité et de ressources humaines.

En effet, dans une logique de bonne gestion et d'efficacité, il semble concordant de mutualiser ces missions entre l'intercommunalité et le syndicat. Le Président propose à cette fin une convention visant à organiser le fonctionnement de ce service commun ainsi que les modalités de remboursement. Dès lors, la CCCPS exercera les missions suivantes pour le compte du SIVU :

- Comptabilité :
 - établissement et enregistrement du budget primitif ; élaboration du compte administratif,
 - gestion financière avec le suivi de la trésorerie et des autres ratios de gestion,
 - enregistrement et mise en paiement des factures,
 - enregistrement et encaissement des recettes du service,
 - dettes, immobilisations.
- Ressources humaines :
 - élaboration des contrats de travail,
 - établissement mensuel des paies,
 - déclarations trimestrielles auprès des organismes sociaux,
 - déclarations annuelles.

Afin d'avoir une convention de service mutualisé, nous avons demandé à notre avocat de rédiger une convention type. Cette convention sera établie financièrement comme suit :

- coût des agents mis à disposition comprenant les salaires, les charges patronales et avantages acquis, les assurances, les frais de déplacement, les frais liés aux formations... (déduction éventuelle des recettes telles que remboursement contrat aidé),

- coût de structure : (fluides du siège, logiciel, entretien, maintenance, alarme, encadrement (N+1), assurances....) (répartis selon le nombre d'ETP total du N+1/ sur le nombre d'ETP mise à disposition),
- frais d'investissement,
- frais d'entretien du matériel et des logiciels spécifiques au service,
- coût divers liés aux services (location de bureau spécifique et leurs charges, cout de mise en place du service....), ces frais particuliers seront énumérés spécifiquement dans chaque convention.

La convention sera rédigée en ces termes.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider ces orientations, d'autoriser le Président à signer cette convention et de modifier dans ce sens toutes conventions de service mutualisé aujourd'hui en vigueur et d'autoriser le Président à signer cette convention et les actes afférents.

13. Convention entre les communes et la CCCPS pour l'extension du marché d'étude « structure »

Le Président explique que le développement des énergies renouvelables est l'un des axes de la convention de partenariat entre la CCVD et la CCCPS, signée le 8 avril 2015, « Biovallée® 2020, vers un territoire à énergie positive pour la croissance verte ».

Une délibération prise en date du 24/09/15 a validé l'extension du marché porté par la CCVD pour la réalisation d'étude de conception et de dimensionnement photovoltaïque aux bâtiments communaux et intercommunaux sur le périmètre de la 3CPS.

Dans le cadre des études de potentiel en photovoltaïque sur les toitures de bâtiments publics, des études sur la capacité de portance des toitures et un diagnostic amiante se révèlent parfois nécessaires. Les diagnostics amiante sont en effet obligatoires pour les couvertures fibrociment d'avant 1996.

La CCVD a deux marchés à bons de commande pour la réalisation de ces études. Le marché à bons de commande passé par la CCVD avec l'entreprise retenue (le Bureau d'études SERTEC) s'applique préférentiellement pour des commandes d'études par « lot » de 4 études au moins.

Les études de capacité de portance sont financées par la convention TEPOS, signée avec l'ADEME en 2013, à hauteur de 70 %.

Le prix unitaire par toiture correspondant à la réalisation de l'étude de capacité de portance, est de 1320 euros TTC. Avec l'aide TEPOS, le reste à charge par toiture est de 396€ TTC.

Le prix unitaire pour le diagnostic amiante est de 100 à 300 €.

Compte tenu de l'intérêt de ces études pour valider la faisabilité d'équipement photovoltaïque des toitures de bâtiments publics (confirmer la capacité de portance de la structure ou chiffrer son renforcement), il paraît très opportun de permettre aux communes de la CCCPS et à l'intercommunalité elle-même de bénéficier de ces marchés. Les communes en maîtrise d'ouvrage pourront ainsi bénéficier de ces prestations. Le montant des études leur sera refacturé par la 3CPS.

Il est proposé au Conseil de se positionner sur ce groupement de commandes et d'autoriser le Président dans le cadre de la compétence production d'énergie de lancer les études nécessaires sur les bâtiments de la 3CPS et à signer tous les actes afférents à cette décision.

14. Autorisation de signer les demandes d'autorisation du droit de sols de la CCCPS.

Dans le cadre des aménagements et des travaux de la 3CPS, la Communauté de Communes doit déposer des autorisations du droit des sols (permis de construire, ...). Afin de faciliter la fluidité des projets :

Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président pendant la durée du mandat, à signer tous ces actes à l'instant, dans la mesure où ces projets sont budgétisés.

Thématique développement local/ contrats territoriaux

15. Désignation des membres représentant la Communauté de Communes au sein du Comité de Programmation LEADER 2014-2020

Le Président explique que le projet réunissant la Communauté de Communes du Val de Drôme et la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans a été retenu le 19 février 2015 pour porter un programme européen LEADER.

Le Comité de Programmation du GAL Vallée de la Drôme, qui est en cours d'organisation, sera constitué de 26 membres titulaires : 12 membres représentant le secteur public et 14 membres représentant le secteur privé.

Conformément aux articles L5711-1 et L5212-71 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de désigner les représentants communautaires membres du Conseil qui devront siéger au sein du Comité de Programmation LEADER.

Conformément à la convention de partenariat entre la C.C.V.D et la C.C.C.P.S concernant le programme LEADER, il est proposé de désigner six représentants titulaires et six représentants suppléants sur le modèle des délégués au C.D.D.R.A.

Il est proposé au Conseil Communautaire de
- désigner :

Titulaires	Suppléants et respectivement à l'ordre indiqué
MAGNON Gilles	MANDARON Joël
REY Béatrice	POINT Jean-Pierre
VINDRY Paul	BENOIT Denis
LOMBARD Yvan	CORNEILLE Audrey
DARFEUILLE Marie-Christine	MONGE Franck
BEILLARD Vincent	HATTON Agnès

- proposer au Comité de Programmation la candidature de Madame Béatrice REY à la Vice-présidence du Groupe d'Action Locale (GAL) « Vallée de la Drôme » et du Comité de Programmation, comme indiqué dans la Convention de Partenariat avec la Communauté de Communes du Val de Drôme.***
- autoriser le Président à signer tous documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.***

Thématique Urbanisme / Aménagement du territoire

I 6. SCoT : Désignation des membres représentant la Communauté de Communes au sein du Comité de Pilotage

Dans le cadre de la délibération relative à l'élaboration d'un SCoT sur notre territoire, un comité de pilotage a été créé avec la CCVD qui a pour but d'élaborer les statuts du Syndicat porteur, de rédiger un cahier des charges pour le lancement des études et de finaliser des documents de communication envers les communes puis la population.

Il ressort que 9 membres par EPCI sont dans le comité de pilotage. Le bureau souhaite que la liste proposée par le Président soit délibérée en conseil communautaire

Il est proposé :

- Paul VINDRY
- Gilles MAGNON
- Béatrice REY
- Denis BENOIT
- Franck MONGE
- Marie Christine DARFEUILLE
- Vincent BEILLARD
- Jean Pierre POINT
- Jean Louis BAUDOUIN.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette nomination au Comité de Pilotage SCoT

Thématique Finances publiques

I 7. Décision modificative BP CCCPS / DM N°1

Dans son rapport d'octobre 2015 sur les finances locales, la Cour des Comptes pointe l'absence d'amélioration significative dans la tenue des comptes dédiés à l'enregistrement des flux croisés entre les communes-membres des structures intercommunales et la Communauté de Communes. En effet, les dispositifs de mutualisation doivent être conformes aux bonnes imputations comptables pour obtenir une vision réelle des données financières à l'échelle du territoire.

Flux croisés : remboursement de mise à disposition du personnel par la CCCPS à des communes.

FONCTIONNEMENTS – Virement de crédit

Recettes – 6419 remboursement sur rémunérations du personnel (Service Mutualisé Technique) :

- **53 125,00 €**

Recettes – 6419 remboursement sur rémunérations du personnel (Service Mutualisé Secrétariat) :

- **15 590,00 €**

Recettes – 6419 remboursement sur rémunérations du personnel (Service Mutualisé Urbanisme) :

- **44 442,00 €**

Recettes – 6419 remboursement sur rémunérations du personnel (CCVD / Tourisme et OCMMR) :

- **83 865,00 €**

Total chapitre 013 Atténuations de charges : - 197 022.00 €

Recettes – 70845 Mise à disposition du personnel facturée aux communes-membres du GFP :

+ 197 022,00 €

Total chapitre 070 Produits des services du domaine et ventes diverses : + 197 022,00 €

I 8. Décision modificative BP CCCPS / DM N°2

Régularisation écritures 2014

A la reprise des balances fusionnées des 2 communautés, 2 écritures subsistent :

- Restitution suite à un dégrèvement de la CFE pour **915,00 €**
- Manque un prélèvement au titre du FNGIR pour **1 533,75 €**

FONCTIONNEMENTS – Virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues : **- 2 448,75 €**

Dépenses – 73923 reversement FNGIE : **+ 1 533,75 €**

Dépenses – 7391178 autres restitutions au titre de dégrèvement sur contributions directes : **+ 915,00 €**

I 9. Décision modificative BP BIE / DM N°1

Régularisation des dotations aux amortissements

L'estimation des charges prévisionnelles des dotations n'a pas été assez provisionnée.

FONCTIONNEMENTS – Virement de crédit

Dépenses – 6228 Divers **- 3 878,00 €**

Dépenses – 6811 Dotations aux amortissements **+ 3 878,00 €**

INVESTISSEMENTS – Augmentation de crédit

Dépenses – 020 dépenses imprévues **- 3 878,00 €**

Recettes – 281732 Dotations sur immeubles de rapport **+ 2 130,00 €**

Recettes – 281881 Dotations sur installations générales, agencements **+ 1 748,00 €**